



Direction générale Politiques externes de l'Union

Département thématique

NOTE

**SUR LA SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE
DU PANAMA ET SUR SES RELATIONS
AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

Contenu: Élu président en mai 2004, Martin Torrijos, fils de l'ancien homme fort du Panama, Omar Torrijos, bénéficie d'un soutien populaire et international considérable, qui sera très utile pour la mise en oeuvre des réformes constitutionnelles et économiques dont le pays à besoin. En décembre 2003, un accord de dialogue politique et de coopération a été signé entre l'UE et les pays d'Amérique centrale. Cet accord devra éventuellement être un prélude à un futur accord d'association.

Cette note a été demandée par: la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de l'Amérique centrale.

Le présent document est publié dans les langues suivantes:
FR [(original)],
[traductions].

Auteur: Pedro NEVES

Manuscrit achevé en mars 2005.

Pour obtenir des copies, veuillez vous adresser par: E-mail: [pneves@europarl.eu.int]
Site intranet: [www.....]

Bruxelles, Parlement européen, mars 2005

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du Parlement européen.

Sources: Agence Europe
Economist International Unit
European Commission
Eurostat
Oxford Analytica
Reuters
World Markets Analysis

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
I. SITUATION POLITIQUE	4
II. SITUATION ÉCONOMIQUE.....	8
II RELATIONS UE/PANAMA.....	11

ANNEXES

Pour des informations complémentaires, veuillez contacter M. Pedro Neves, DG ExPo, Bruxelles, tél:43752, Fax....., E-mai:pneves@europarl.eu.int

I - SITUATION POLITIQUE

1. Introduction

1.1. Situation géographique

Le Panama est situé sur l'isthme reliant l'Amérique du Sud à l'Amérique centrale. Il partage ses frontières avec la Colombie au sud et avec le Costa Rica à l'ouest. Le Panama est bordé par la mer des Caraïbes au nord et par l'océan Pacifique au sud. Sa superficie est de 75,517 km². D'est en ouest, l'extension du pays est de 772 km; du nord au sud, sa largeur oscille entre 60 et 177 km¹.

La mer des Caraïbes et l'océan Pacifique sont unis par le canal de Panama, véritable colonne vertébrale du pays, dont la construction a commencé en 1903 et qui fut inauguré en 1914. Sa longueur réelle est de 65 km.

La population de Panama est estimée à 3 millions d'habitants. Elle est composée à plus de 75% de métis (d'origine amérindienne et européenne) et de mulâtres (issus d'Africains et d'Européens) et d'environ 10 % d'Amérindiens de souche - surtout des Cunas, des Guaymis et des Chocos - le reste étant d'origine asiatique, africaine ou européenne. Seul un quart du pays est habité. La plupart de la population vit dans les zones qui entourent le canal et dans les villes qui servent d'entrée et de sortie à celui-ci, essentiellement la ville de Panama, la capitale sur le littoral du Pacifique, avec presque 1 million d'habitants, ainsi que la ville de Colon sur le littoral de l'Atlantique

1.2. Historique

L'histoire de Panama a été grandement influencée par sa position stratégique. L'explorateur Rodrigo de Bastidas débarqua sur le territoire en 1501 et, l'année suivante, Christophe Colomb revendiqua le Panama au nom de l'Espagne. Le pays servit de base au transport maritime des minéraux et des métaux précieux en provenance du Pérou et acheminés vers l'Espagne par un axe traversant le pays d'un océan à l'autre. On estime que, entre 1531 et 1660, 60 % de tout l'or espagnol et l'argent arrivés en Espagne transitèrent par l'isthme panaméen. Dépendant de la vice-royauté du Pérou, le Panama fut intégré à la Nouvelle-Grenade au début du XVIIe siècle et resta sous la domination espagnole jusqu'en 1821. Après l'échec de la Grande-Colombie, créée par Simón Bolívar et qui regroupait cinq États latino-américains, le Panama a été intégré dans la république de Colombie.

Déjà en 1855, les Américains avaient achevé la construction d'une voie ferrée qui traversait le Panama d'un océan à l'autre. Les Espagnols avaient eu l'idée de construire un canal pour relier les deux océans, mais ce fut un français, Ferdinand de Lesseps qui, en 1880, réalisa finalement la première tentative avec la Compagnie universelle du canal interocéanique. L'échec de Lesseps a incité les États-Unis à achever le canal. Le refus de la Colombie d'accepter la proposition des Américains en 1903, mena ceux-ci à soutenir un soulèvement à Panama. Le 3 novembre de cette

¹ Voir annexe I.

même année, la Colombie dut alors consentir à la création de la république de Panama. Des troupes américaines furent envoyées pour soutenir le nouveau gouvernement panaméen et, dès le 18 novembre 1903, les droits du canal furent vendus aux États-Unis² l'ont inauguré en 1914. En 1977, le président panaméen, le général Omar Torrijos, et le président des États-Unis, James Carter, ont signé des accords visant à rendre au Panama, le 31 décembre 1999, la pleine propriété du canal et de la compagnie d'exploitation, ainsi que la zone de 1474 km² tout autour du bassin hydraulique) sur laquelle Washington exerçait "à perpétuité" une pleine souveraineté avec les 14 bases militaires censées garantir la sécurité du site. Pour les Panaméens, le 31 décembre 1999 marqua bien la naissance d'une nation. "An 2000, année de la souveraineté", proclamaient d'ailleurs de multiples banderoles dans les rues de la capitale. La rétrocession du canal, au soir du millénaire, constitue, selon des historiens, de la part des Américains une intelligente concession aux rêves nationalistes qui avaient allumé de meurtrières émeutes au long de toute l'histoire de la jeune république³.

2. Politique intérieure

Après la mort du général Torrijos, en 1981, le général Manuel Antonio Noriega, devenu l'homme fort du Panama, a conduit le pays vers une dérive autoritaire qui a entraîné une intervention américaine, en décembre 1989. Suite à cette intervention, désignée "Juste Cause", divers présidents, démocratiquement élus se sont succédés. En 1999, Mme Mireya Moscoso, veuve de l'ancien président Arnulfo Arias, a été élue. Malgré l'énorme impact de la récupération de la pleine souveraineté du Panama sur le Canal, le gouvernement de Mme Moscoso n'a pas pu tenir ses promesses, en raison des tensions fréquentes entre le législatif et l'exécutif, ainsi que de l'échec des mesures visant à la réforme économique.

2.1. Système constitutionnel

La Constitution panaméenne date de 1972 et a été amendée en 1983, en 1994 et en 2004. Le président de la république est élu au suffrage universel pour une période de 5 ans. Le président est également chef du gouvernement qu'il nomme. Le Parlement est unicaméral et composé par 72 députés élus pour un mandat de cinq ans. La Cour Suprême de Justice dispose de 9 juges proposés par le Président, approuvés par le Parlement et nommés pour une période de dix ans.

Eu égard la division administrative, le pays est partagé entre 9 provinces et 4 zones autonomes amérindiennes (Comarcas). Chaque province dispose d'un gouverneur nommé par le président.

2.2. Événements récents

Lors de l'élection présidentielle de mai 2004, 4 candidats ont cherché l'investiture: Martin Torrijos (Parti révolutionnaire démocratique), l'ex-président Guillermo Endara (Parti de la Solidarité), José Miguel Aleman (Parti Arnulfista-pro-gouvernement) et Ricardo Martinelli. M.

² Traité Hay-Bunau-Varilla. Ce traité stipule également que les États-Unis garantiront et soutiendront l'indépendance de la nation panaméenne, ce qui leur accorde un droit d'intervention sur les affaires intérieures du pays.

³ Voir aussi la partie consacrée à la situation économique.

Martin Torrijos, fils du *leader* nationaliste qui négocia le traité Carter-Torrijos, a été élu avec plus de 47 % des voix, lors d'un scrutin où plus de 80 % des électeurs inscrits ont voté.

Lors de son investiture le 1er septembre 2004, M. Torrijos a affirmé: "Nous déclarons la guerre à la corruption et à l'impunité. Nous allons traduire en justice les responsables des trous dans les finances publiques".

Le nouveau président a entamé son mandat avec un triple soutien: populaire⁴, de l'administration Bush ainsi que des milieux financiers internationaux⁵.

Pour répondre aux attentes de la population, le gouvernement de M. Torrijos devrait procéder à des réformes structurelles (notamment la réforme fiscale), combattre la corruption (laquelle est dissuasive pour les investisseurs), réduire le chômage et la pauvreté. En outre, il a promis d'effectuer un référendum sur l'élargissement du Canal, dont le coût pourrait dépasser les 8 milliards de dollars. M. Torrijos s'est également engagé à faire la lumière sur les violations au respect des droits de l'homme commises sous les dictatures militaires du général Omar Torrijos - son père - et de Manuel Noriega. Le nouveau président a manifesté aussi son souhait de restaurer la confiance de la population dans les institutions.

Afin de mener à terme ses projets, le président Torrijos s'est entouré d'une équipe gouvernementale plus technocratique que politique. Le ministère de l'économie a été confié à M. Ricarte Vasquez, jusqu'alors numéro deux de l'Autorité du canal de Panama.

Un premier paquet de lois a été adopté par le Parlement en octobre 2004. Il s'agissait essentiellement de mesures visant à la réforme constitutionnelle. Elles concernent la séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire⁶, l'immunité parlementaire⁷ et la réduction de bureaucratie de l'État. Les prochaines étapes de l'action gouvernementale seront la réforme fiscale et celle de la sécurité sociale (CSS).

3. Politique extérieure

Le Panama est membre du Protocole de Tegucigalpa, à l'origine du Système d'intégration centraméricaine (SICA) en 1991. Il fait également partie du Groupe de Rio et, entre 2001 et 2003, fut le pays hôte des négociations destinées à créer la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Panama envoie des représentants au Parlement centraméricain (PARLACEN) composé de parlementaires du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador, du Honduras et de la République Dominicaine, cette dernière disposant d'un statut d'observateur.

⁴ Six mois après son entrée en fonctions, M. Torrijos dispose toujours d'un appui qui dépasse les 70 %. Par ailleurs, la coalition gouvernementale (Patria Nueva) dispose de la majorité des sièges au Parlement.

⁵ La présidence irlandaise de l'UE a salué, le 13 mai 2004, son élection à la présidence de la république.

⁶ Les responsables du pouvoir judiciaire ne pourront pas appartenir à des partis politiques, au gouvernement, voire au législatif.

⁷ La Cour suprême décidera dorénavant sur l'éventuelle levée de l'immunité d'un parlementaire.

3.1. Relations avec les pays voisins

Le Panama a de bonnes relations avec ces voisins: le Costa Rica et la Colombie. Toutefois, la région de Darien, frontalière avec la Colombie, connaît les répercussions de la lutte qui oppose les guérillas colombiennes aux forces paramilitaires.

Le 26 août 2004, Cuba a rompu ses relations diplomatiques avec le Panama à la suite de l'amnistie accordée par la présidente Mireya Moscoso, à cinq jours de l'achèvement de son mandat, à un vieil ennemi du régime cubain, Luis Posada Carriles et à trois de ses complices. Tous faisaient partie d'un groupe qui avait tenté d'assassiner le président Fidel Castro en novembre 2000, au Panama. Toutefois, la crise entre la Havane et le Panama pourra être de courte durée. Le président Martin Torrijos, fils d'un grand ami de Fidel Castro, l'ancien général Omar Torrijos, a déjà annoncé son intention de trouver une solution à la mésentente.

3.2. Relations avec les États-Unis

Les relations entre Panama et Washington ont été dominées, pendant un siècle, par les enjeux du canal. La fin de la guerre froide, le fait que les États-Unis ont désormais deux marines, celle du Pacifique et celle de l'Atlantique, et que la voie d'eau n'a plus une importance économique significative (seulement 12 % du commerce maritime américain l'utilise) ont favorisé la rétrocession du canal aux Panaméens ainsi que le début d'une relation plus équilibrée entre les deux pays.

En avril 2004, la présidente Mireya Moscoso a lancé les négociations en vue d'un accord bilatéral de libre-échange avec les États-Unis (FTA). Malgré les huit *rounds* de négociations, le consensus sur l'accord semble encore loin. Selon des observateurs, lors de sa visite en novembre 2004 au Panama, le secrétaire américain Donald Rumsfeld aurait proposé au président Torrijos une coopération bilatérale accrue dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé. Dans ce contexte, plus de neuf cent policiers - le Panama ne dispose pas d'armée - ont suivi des cours de formation spécialisée aux États-Unis. Il semble qu'ils devraient être ensuite envoyés vers la province de Darien frontalière de la Colombie.

II. SITUATION ÉCONOMIQUE

1. Introduction

Avec un PIB par habitant de 3500 USD (un des plus élevés d'Amérique latine), le Panama relève d'un modèle de société bien différent, caractéristique d'une économie plus avancée, plus évoluée et plus moderne, que celle de ses voisins d'Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica dont les indicateurs sociaux en particulier sont relativement semblables. Même si les revenus restent encore inégalement répartis (20 % des citoyens les plus riches possèdent encore 60 % des revenus), il existe une classe moyenne représentant plus de 40 % de la population, essentiellement urbaine et travaillant principalement dans le secteur tertiaire.

Le Panama est le seul pays de l'Amérique latine où l'importance économique du secteur des services atteint les niveaux des pays industrialisés. Ainsi, le secteur tertiaire représente 80 % du PIB dont les pôles les plus dynamiques sont le canal de Panama, la zone franche de Colon (la deuxième du monde, en chiffre d'affaires, après Hong Kong), le centre financier international, le tourisme et les domiciliations de sociétés maritimes (pavillons de complaisance).

La participation de l'industrie dans le PIB, dont le pourcentage est faible (14 %), a tendance à stagner, voire à régresser sur le long terme. De même, la part des activités agro-pastorales ne cesse de diminuer dans le PIB (moins de 6 %, dont 30 % pour la banane). Elles fournissent néanmoins l'essentiel des exportations panaméennes qui concernent, par ordre décroissant, la banane, les crevettes et produits de la pêche, le café et le sucre. Les principaux produits importés sont le maïs, le blé et le soja.

Le secteur minier reste marginal mais connaît un développement de son activité (or, argent, manganèse et cuivre). Enfin, le pays dépend à 70 % de l'énergie hydraulique et importe tout le pétrole qu'il consomme.

Pendant les années 70, les gouvernements populistes et militaires ont encouragé une forte participation du secteur public dans l'économie et la substitution des importations. Dans la deuxième moitié des années 80, la montée de l'endettement extérieur et l'aggravation de la crise politique ont entraîné l'isolement international et l'effondrement de l'économie du pays. Cette crise atteint son apogée avec l'intervention militaire nord-américaine du 20 décembre 1989. À partir de 1990, un processus de démocratisation est engagé mais la reprise de la croissance reste fragile et ne se traduit pas par une véritable sortie de la crise. Le chômage et la pauvreté ont même augmenté.

Il faudra attendre le gouvernement du Président Ernesto Balladares (1994-1999) pour qu'un processus d'ajustement et de réforme structurelle soit mis en place afin d'intégrer le Panama dans l'économie mondiale.

Bien qu'il reste encore élevé, l'encours de la dette publique externe, 6,2 milliards de dollars fin 2002, soit 50,4 % du PIB, s'est néanmoins bien réduit puisqu'il était de 75 % en 1995.

Le gouvernement de la Présidente Mireya Moscoso (1999-2004) a eu du mal à poursuivre les nécessaires réformes économiques (notamment la réforme fiscale promise au FMI) et a laissé un lourd déficit budgétaire à son successeur.

Pourtant, le Panama dispose de quelques atouts économiques majeurs comme:

- le canal qui assure le transit de 2,3 % du commerce mondiale de marchandises, traversé par 35 navires chaque jour, et qui réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 750 millions d'euros⁸;
- la zone libre de Colon (ZLC), créée en 1948, qui constitue un immense entrepôt de marchandises en provenance d'Asie (65 % des importations), des États-Unis (13 %) et d'Europe (11 %), vouées à la réexportation vers les pays latino-américains proches;
- le Centre Bancaire international (CBI), fondé en 1970, qui a rapidement prospéré grâce aux quelques 100 banques implantées au Panama, soit dans le cadre d'une licence générale, soit dans celui d'une licence internationale (opérations off shore);
- les services, dont les nouveaux ports de conteneurs et le tourisme⁹. Le secteur tertiaire représente plus de 75 % du PIB, grâce au développement des activités décrites ci-dessus, auxquelles viennent s'ajouter les activités des professions libérales, les nouveaux ports de transbordement de conteneurs, les transports, les télécommunications et, plus récemment, le tourisme, en particulier de croisière.

2. Tendances récentes

Depuis 1998, la croissance économique s'est rétrécie en raison de la montée des prix de l'énergie et de la fermeture des bases américaines, suite à la rétrocession de la zone du canal. En effet, le retrait américain a causé une perte de 160 millions de dollars de revenus et une contraction de 22,8 % du secteur bancaire.

Le gouvernement du président Torrijos devra faire face à de nombreux obstacles: déficit fiscal¹⁰, dette publique considérable, chômage et pauvreté accrus¹¹, corruption¹², etc... Afin de combattre le déficit fiscal, le gouvernement a adopté le 31 janvier 2005, la loi de la réforme fiscale qui propose la réduction des dépenses de l'État, l'introduction de nouveaux impôts et la diminution du personnel de l'administration publique. En outre, le système de la sécurité sociale (CSS) a connu un déficit de 70 millions de dollars en 2003 et des mesures de redressement s'imposent.

⁸ Toutefois, le canal risque de devenir obsolète, dans une dizaine d'années s'il ne s'adapte à l'évolution du commerce maritime dopé par le boom de la Chine. En effet, la majorité des navires en circulation dans le monde n'arrivent plus à passer dans le Canal. Des grands travaux d'élargissement de la voie interocéanique s'imposent. Le coût du futur chantier pourrait atteindre les 10 milliards de dollars selon des observateurs. La président Torrijos a déjà présenté une proposition visant à orienter l'apport financier du canal vers l'éducation ou la santé, au lieu de la diluer dans le budget national comme jusqu'à présent.

⁹ En 2005, les revenus du tourisme ont atteint 583 millions de dollars.

¹⁰ Ce déficit a dépassé 5 % du PIB en 2004.

¹¹ Le chômage a atteint 12 % de la population et la pauvreté frappe désormais 40 % de la population.

¹² Le président s'est engagé à lutter contre la corruption. Il existe déjà un Conseil national de la transparence et la réglementation par laquelle l'ex-présidente Mireya Moscoso a réduit la portée d'une récente loi de transparence des comptes publics devrait être abolie prochainement.

Des analystes considèrent que les récentes mesures de l'administration Torrijos ne porteront leurs fruits qu'à l'horizon 2006.

Depuis la signature avec les États-Unis de la Convention monétaire de 1904, la monnaie panaméenne - le balboa - a une parité fixe avec le dollar (1 dollar = 1 balboa) et la masse monétaire est régulée par la Federal Reserve Board des États-Unis et les pouvoirs publics panaméens. Cette situation favorise la stabilité, empêche les tendances inflationnistes, mais réduit également la marge de manœuvre du gouvernement panaméen qui ne peut recourir à des dévaluations comme instrument de sa politique économique. La hausse des prix du pétrole a eu des effets inflationnistes¹³. Dollarisée, l'économie panaméenne ne connaît pas l'élément régulateur d'une banque centrale et les taux d'intérêt sont déterminés par le système bancaire.

Le Panama ne fait pas partie du Marché Commun d'Amérique Centrale (MCAC), et a longtemps privilégié la logique en accords bilatéraux¹⁴.

L'administration Torrijos semble vouloir poursuivre dans cette voie. Des négociations avec les États-Unis et Singapour sont en cours visant à des accords de libre-échange. En outre, le Panama a adhéré au Groupe des Trois nations qui comprend la Colombie, le Mexique et le Venezuela, lequel a pour but l'élimination des barrières douanières entre ses membres.

¹³ L'inflation a atteint 2,4 % en 2004 contre 7 % en 2003.

¹⁴ Le MCAC, créé en 1960, est composé par le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica. Il s'agit encore d'un marché commun très limité, puisqu'il n'implique pas la libre circulation de services, de capitaux et de personnes. En outre, il n'existe pas de tarif extérieur commun ni de politique commerciale commune.

III. RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE PANAMA¹⁵

1. Relations bilatérales

Les relations entre l'Union européenne et le Panama se font à un niveau bilatéral, mais aussi multilatéral. Dans le sens bilatéral, ces relations sont bien entendu économiques, mais comprennent également des actions de coopération.

Du point de vue économique, l'UE est le deuxième partenaire commercial du pays, derrière les États-Unis. Les principaux produits exportés vers l'Union sont les fruits (bananes), bateaux, poisson, crustacés, peaux et cuir. Tout comme les autres pays d'Amérique centrale, le Panama bénéficie du Système de préférences généralisées (SPG) et notamment du SPG - Drogues. Ce régime spécial¹⁶ permet que l'accès aux marchés des États-membres de l'Union européenne se fasse en bénéficiant d'exemptions tarifaires et douanières. Cette facilité s'applique à tous les produits industriels et à quelques produits agricoles en provenance d'Amérique centrale.

Eu égard à la coopération, la Commission a alloué, sur la période 1990-2000, 39 millions d'euros à 37 projets au total au Panama, dont 33 millions d'euros à des projets d'aide financière et d'assistance technique, 3 millions d'euros à la coopération économique, et encore 3 millions d'euros pour des projets relatifs aux droits de l'homme.

Les principales utilisations de l'aide communautaire sont les suivantes:

- reconstruction de l'hôpital de Saint Tomas (4,8 millions d'euros, terminé en 1995);
- soutien au Fond d'Urgence Sociale (4,6 millions d'euros, terminé en 1998);
- soutien aux petits et moyens producteurs agricoles (5 millions d'euros, achevé en 2001);
- promotion de la parité homme/femme (9,8 millions d'euros toujours en cours);
- modernisation du système pénitentier (3,8 millions d'euros entamé en 2002).

Un nouvel accord cadre sur la coopération financière et économique au Panama a été signé le 15 juin 1999, accord qui fut suivi, en mars 2001, par un mémorandum posant le cadre de cette nouvelle association pour la période 2000-2006. Le montant indicatif alloué est de 24,3 millions d'euros. Le mémorandum fixe le champ d'application de l'aide à trois domaines: le développement économique, le renforcement de la démocratie et le développement social. Ces trois secteurs font l'objet de précisions dans un document de la Commission¹⁷.

En ce qui concerne le développement économique, deux projets ont déjà été approuvés en décembre 2001: le projet de réhabilitation du centre historique de Panama (0,95 millions d'euros) et le projet de création d'un Parc international de technologie et de connaissances (7,7).

Le Panama bénéficie également de l'aide et du soutien de l'UE en tant que membre du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA).

Pour ce qui est du renforcement de l'État de droit, un projet relatif à la modernisation du judiciaire, doté d'un budget de 6,7 millions d'euros, fut adopté en fin 2003.

¹⁵ Voir annexe III p. 14.

¹⁶ En vigueur jusqu'à la fin 2005.

¹⁷ Document de stratégie sur le Panama 2002-2006.

Finally, in the field of social development, a project on the use of new electronic techniques in the sectors of education and health, with a budget of 8.5 million euros, was adopted in 2003.

2. Relations dans le cadre de l'Amérique centrale

Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama and Salvador are members of the Central American Integration System (SICA).

The Central American integration process was born in the 1960s. Crises and problems that several member countries had to face were the cause of the suspension of this integration in the 1980s, and it was not until the beginning of the 1990s that the dialogue was able to resume its "normal" course, after the pacification of the region.

It is the Tegucigalpa Protocol (capital of Honduras), signed in 1991, which created the SICA, a permanent structure with a General Secretariat. Contrary to the European integration procedure, the Protocol had as its first objective political integration, and it was only two years later (in 1993) that economic integration was relaunched, with the signature of the Guatemala Protocol. Since 1997, Central America has tried to implement a plan for the rationalization of its institutions, but unfortunately without great success¹⁸. More recently, the integration process has encountered some obstacles, due to border disputes¹⁹.

Relations between the European Union and these six States are taking place within the framework of the "Dialogue of San José", launched in 1984 during a ministerial meeting. The main objective of this dialogue was to find a peaceful solution to the armed conflicts that were ravaging the region at that time, and, in addition, to resolve the socio-economic problems, at the origin of these crises. During the last ten years, the EU has largely supported the process of pacification and democratization of the region.

The objective of the Dialogue of San José is now to consolidate these two processes, but also that of economic integration. The amount allocated to this mission is variable over the years; it was, for example, 218 million euros in 1999 and 109 million euros in 2000. Cooperation between the EU and the SICA is based on the Framework Agreement, which entered into force on 1 March 1999, which has put in place the basis of a dialogue within a commission and a sub-commission for mixed cooperation, which must meet regularly. The priorities of this inter-regional cooperation, for the years to come, have already been defined in the Memorandum of Understanding on inter-regional cooperation, signed on 22 January 2001 between the Union and the General Secretariat of the SICA, which are highlighted in the Regional Strategy Document 2001/2006. These initiatives, with a budget of 600 million euros for the period 2002-2006, are:

¹⁸ The institutions of the SICA are: the Meeting of Presidents of Member States; the Central American Parliament (PARLACEN), the General Secretariat of Central American Integration (SG-SICA), and the Central American Court of Justice (CJC).

¹⁹ If these last ones show the fragility of the integration process, their solutions by peaceful means also show the willingness of the countries, long-time victims of violent armed conflicts, to reach a real result within the SICA.

- le soutien à l'intégration économique et la mise en place de politiques communes, ce qui inclut la prévention des catastrophes, la politique d'immigration, la politique sociale et certaines politiques sectorielles;
- la lutte contre la pauvreté;
- la consolidation des institutions du SICA;
- la sensibilisation de la société civile à l'utilité du processus d'intégration.

En marge de cette coopération "habituelle", l'Union a lancé un plan d'action de quatre ans et alloué un montant de près de 250 millions d'euros pour la reconstruction et la réhabilitation de l'Amérique centrale (PRRAC), après le passage de l'ouragan Mitch dans la région en novembre 1998. Le principal but de ce programme est la reconstruction des secteurs de la santé et de l'éducation dans les pays les plus affectés (Honduras, Nicaragua, Guatemala et El Salvador)²⁰. La Commission a, au regard du caractère spécial de ce programme, ouvert une délégation spéciale à Managua. Cette dernière est chargée de surveiller l'utilisation de l'aide communautaire et d'établir un rapport annuel afin d'informer le Conseil, le Parlement européen et les États membres des progrès réalisés en la matière.

Lors de la Conférence de Guatemala, en mars 2001, deux secteurs de coopération ont été identifiés: la réduction de la vulnérabilité de l'Amérique centrale aux catastrophes naturelles²¹ et le problème de la sécurité²², notamment dû aux conflits qui ont ébranlé les pays de la région.

Au niveau commercial, les relations entre les deux régions sont largement basées sur le Système de préférences généralisées, puisque plus de la moitié des exportations de l'Amérique centrale, essentiellement des produits agricoles et alimentaires, bénéficie de ce système, et ce jusqu'en 2004.

La création d'une vaste zone de libre-échange entre l'Amérique centrale et l'Union est une demande des pays de l'isthme qui suscite quelques réserves de la part de l'Union. Au sortir du Sommet de Madrid, du 17 mai 2002, qui a réuni les Chefs d'État et de gouvernement des États membres et de ses trente trois homologues de l'Amérique latine et des Caraïbes, les deux parties se sont tout de même entendues pour poursuivre le dialogue politique ainsi que la coopération afin de préparer la négociation d'un accord de libre échange "*sur la base des résultats du programme de travail de Doha que (les deux parties) se sont engagées à conclure au plus tard en 2004*". Le consensus, au sein des six pays concernés, est de considérer que cette solution de compromis est normale au vu des priorités de l'Union et du fait qu'elle leur offre tout de même de grandes opportunités.

En décembre 2003, un accord de dialogue politique et de coopération a été signé entre l'Union européenne et l'Amérique centrale. Le principe de base de cet accord est le respect des droits de l'homme, tandis que le renforcement du dialogue politique et de la coopération constituent ses objectifs essentiels.

²⁰ Il est à noter que l'Union a également alloué la somme supplémentaire de 25 millions d'euros pour l'aide à la reconstruction du Salvador après les tremblements de terre de janvier et février 2001.

²¹ Ce qui inclut des mesures de soutien pour l'amélioration des systèmes de prévention et la consolidation des politiques en matière d'environnement.

²² Dans ce cadre, l'Union soutient la mise à disposition d'équipements appropriés pour les forces de l'ordre, ainsi que les efforts visant la non-prolifération des armes de poing.

Le renforcement de la coopération devra être mis en oeuvre par le biais de:

- la promotion de la stabilité politique et sociale à travers la démocratie, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance;
- l'approfondissement du processus d'intégration régionale entre les pays centraméricains, afin de favoriser le développement économique et l'amélioration graduelle de la qualité de vie des peuples centraméricains;
- la réduction de la pauvreté et la promotion d'un accès plus juste aux services sociaux.

Le 19 janvier 2005, les États d'Amérique centrale et la Commission européenne ont, comme convenu lors du III^e sommet UE-Amérique latine et Caraïbes, tenu à Guadalajara en mai 2004, officiellement lancé une évaluation commune de l'intégration économique régionale en Amérique centrale qui devrait aboutir à l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et ces pays en vue d'un futur accord d'association. Cette évaluation doit être conduite par un groupe de travail *ad hoc* qui tiendra sa première réunion à Tegucigalpa (Honduras) au printemps prochain.

3. Le dialogue interparlementaire

Le Parlement européen, pour sa part, s'est toujours montré attentif à la situation du Panama, notamment en matière de droits de l'homme, mais aussi au sein de l'Amérique centrale dans le cadre du PRRAC²³. De même, le Parlement a fait preuve d'un engagement constant en faveur de la consolidation de la démocratie et de l'intégration dans la région centraméricaine, et a souligné le rôle joué par le PARLACEN dans cette évolution positive. Suite au Sommet de Madrid de 2002, le Parlement a, par l'adoption d'une nouvelle résolution, marqué son accord avec les objectifs formulés dans la "déclaration politique" et reconnu les opportunités laissées à l'Amérique centrale pour la conclusion, au plus tard fin 2004, d'accords d'association viables avec l'UE. Dans ce cadre, le Parlement a demandé au Conseil et à la Commission que les nouveaux objectifs et priorités dérivés du Sommet se traduisent par l'attribution de moyens financiers adéquats.

L'accord de dialogue politique et de coopération de décembre 2003, prévoyait la création d'une Commission parlementaire mixte entre le PARLACEN et le Parlement européen. Suite aux élections européennes de 2004, une délégation spécifique du PE pour les relations avec l'Amérique centrale a été créée.

²³ Voir notamment la résolution du Parlement du 19 novembre 1998 (J.O. C 379 du 07/12/1998), ainsi que la résolution relative au PRRAC du 15 juin 2000 (J.O. C 67 du 01/03/2001).

ANNEXE I



ANNEX II

PANAMA - ECONOMIC DATA (1)

Domestic Data	1999	2000	2001	2002	2003 e	2004 f
GDP Growth %	3.97	2.74	0.57	2.25	4.06	4.70
Inflation %	1.25	1.50	0.31	1.01	1.38	2.28
GDP per capita US \$	4075.50	4068.80	4075.70	4157.90	4326.40	4581.80
Population m	2.81	2.86	2.90	2.94	2.98	3.02
Trade Balance US \$ bn	-0.74	-0.50	-0.15	-0.51	-0.35	-0.24
Local Currency to US \$	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Local Currency to Euro	1.07	0.92	0.89	0.94	1.13	1.23
External Data						
Total Export Earnings \$m	8.600	9.247	9.099	9.050	9.150	9.250
Foreign Direct Investment \$m	652	603	513	300	480	550
Foreign Direct Investment % GDP	6.77	6.02	4.64	2.67	4.41	4.78
Total External Debt \$m	6.847	7.046	8.245	7.650	7.700	7.620
Total Debt Service \$m	685	830	1.111	1.750	850	920
Total Debt % GDP	71.06	70.33	74.68	68.06	70.75	66.21

(1) Source: World Markets Analysis

ANNEXE III

Trade of the EU(15) with Panama by Member States					
EU-imports (cif)					
	2003		January-October:		
	1000 €	- % -	2003	2004	% change
Total	478.476	100,0	387.084	307.410	-20,6
<i>of which:</i>					
France	15.467	3,2	14.379	8.471	-41,1
Netherlands	14.360	3,0	12.030	18.375	52,7
Germany	151.736	31,7	100.687	74.424	-26,1
Italy	58.751	12,3	50.836	36.576	-28,1
United Kingdom	8.628	1,8	7.571	13.331	76,1
Ireland	293	0,1	293	1.266	331,7
Denmark	24.180	5,1	10.325	15.534	50,5
Greece	29.620	6,2	28.957	26.011	-10,2
Portugal	12.585	2,6	10.591	6.552	-38,1
Spain	41.129	8,6	35.624	31.897	-10,5
Belgium	106.214	22,2	101.481	59.473	-41,4
Luxembourg	98	0,0	51	3	-93,4
Sweden	14.702	3,1	13.563	15.079	11,2
Finland	632	0,1	613	362	-41,0
Austria	82	0,0	82	55	-32,1
EU-exports (fob)					
Total	1.529.119	100,0	1.390.640	1.007.423	-27,6
<i>of which:</i>					
France	387.466	25,3	361.381	374.822	3,7
Netherlands	57.116	3,7	52.920	24.054	-54,5
Germany	141.911	9,3	117.646	76.471	-35,0
Italy	536.931	35,1	520.251	185.941	-64,3
United Kingdom	124.085	8,1	106.343	82.167	-22,7
Ireland	16.367	1,1	12.619	14.721	16,7
Denmark	21.184	1,4	18.869	51.605	173,5
Greece	12.551	0,8	10.759	6.795	-36,8
Portugal	3.755	0,2	3.282	2.953	-10,0
Spain	120.404	7,9	99.662	102.986	3,3
Belgium	65.668	4,3	52.988	47.079	-11,2
Luxembourg	452	0,0	440	975	121,8
Sweden	29.953	2,0	23.727	26.459	11,5
Finland	5.539	0,4	5.134	6.281	22,3
Austria	5.736	0,4	4.618	4.112	-11,0
Source: COMEXT database, EUROSTAT					
Production: JDa/DG4/European Parliament					

ANNEX IV

Trade of the EU(15) with Panama: 1995-2003			
			<i>MIO ECU/€</i>
	EU-imports (cif)	EU-exports (fob)	Balance
1995	383	878	495
1996	423	1.322	899
1997	438	1.101	663
1998	349	1.457	1.108
1999	357	1.687	1.330
2000	409	1.584	1.175
2001	480	1.580	1.100
2002	515	1.115	600
2003	478	1.529	1.051
Jan-Oct: 2003	387	1.391	1.004
Jan-Oct: 2004	307	1.007	700

Source: COMEXT database, EUROSTAT
 Production: JDa/DG4/European Parliament

